Nés avec les réseaux sociaux et conscients de leurs droits, une bonne partie des 18-25 ans se sentent à l'étroit au Maroc où les perspectives d'emploi et de bien-être viennent à manquer. Le combat contre les inégalités de la Gen Z 212, qui s'organise sur le réseau social Discord, est d'autant plus déterminé qu'elle est prête à tout quitter.

Rester ou émigrer, le dilemme de la jeunesse marocaine

C'est sur la place Salam (la paix, NDLR) que la jeunesse d'Agadir se réunit pour crier sa détresse et réclamer ses droits sous le signe de la Gen Z 212, mobilisée dans toutes les grandes villes du Maroc. Médine, un serveur de 20 ans, y participe dès qu'il peut, au gré des notifications de la plateforme Discord qu'il reçoit sur son mobile. Depuis la semaine dernière, toutefois, le mouvement s'est mis sur « pause », en attendant de voir si le discours du roi Mohammed VI, qui a appelé vendredi 10 octobre le gouvernement à accélérer les réformes sociales, sera suivi d'effets.

Médine présente les bâtiments qui bordent la place : sa mosquée, son centre commercial dont le chantier est à l'arrêt, et son vieux cinéma désaffecté laissé par le protectorat français, resté débout malgré le terrible tremblement de terre de 1960. Une friche tout en arcs de cercle qui rappelle qu'il n'y a pas une salle obscure, dans la ville de 500 000 habitants. *« Pour les films, c'est le téléphone »*, raconte Médine. La musique aussi vient du portable, comme un vent de fronde dans les oreilles. *« La Gen Z 212, c'est ma génération. On écoute tous L7A9D. »*

Ce rappeur marocain, qui vit en Belgique, n'a plus le droit de cité dans le royaume chérifien en raison de ses textes subversifs. Ses titres, *Baraka men skat* (« Assez du silence ») contre les inégalités, ou *Klab Dawla* (« Chien de l'État ») contre les violences policières et la corruption résonnent dans les écouteurs. *« Comme lui, on veut se battre ou partir, mais pas en France. Le français, je l'ai étudié toute ma scolarité, mais je ne sais pas dire un mot, parce que je ne l'aime pas »*, raconte-t-il dans un anglais correct.

Le Haut-Commissariat au Plan marocain voyait juste en cherchant à cerner cette génération des 15-25 ans, évoquant *« un fort attachement à la technologie, de grandes ambitions et une capacité d'influence sociale et économique »*. De fait, la Gen Z demande une réforme profonde des systèmes publics de santé et d'éducation, marqués par de graves inégalités, et des opportunités d'emploi plus dignes. Au Maroc, 35,8 % des 15-25 ans sont au chômage, selon les résultats du second trimestre 2025. Les diplômés ne sont pas épargnés, avec 25,7 % de jeunes privés d'emploi. Et quand ils travaillent, c'est souvent la précarité qui les attend : 73 % de cette tranche d'âge travaillent sans contrat.

L'affichage publicitaire s'obstine à promettre un avenir à cette jeunesse.

Dans les rues d'Agadir, sous les abribus, sur les lampadaires, l'affichage publicitaire s'obstine à promettre un avenir à cette jeunesse. Ici est placardée l'image d'un étudiant grand sourire en blouse bleue qui fait OK avec ses doigts pour vendre la faculté privée de médecine dentaire. Plus loin, une diplômée en costume de cérémonie à l'américaine incarne la réussite académique. Quelques pas encore, et on passe au rêve suivant : une école de commerce toujours, à condition de pouvoir payer et échapper aux filières publiques largement déconsidérées.

La faculté des lettres et des sciences humaines de l'université Ibn Zohr a pourtant fière allure, dans sa rigueur fonctionnelle et brutaliste, entourée de palmiers. Une architecture des années 1980 caractéristique de la reconstruction d'Agadir après le séisme. Zineb y donne un cours de « méthodologie de travail universitaire » aux étudiants venus apprendre le français. L'université, qui ne rend pas publique ses taux d'insertion professionnelle, a produit une étude tendant à démontrer que ceux qui ont su développer un « savoir-être », des « soft skills » comme on dit dans le jargon des ressources humaines, s'en sortent le mieux. Un éloge du charisme et des aptitudes personnelles qui n'arrange en rien la pénurie d'opportunités.

Zineb rivalise d'énergie et d'enthousiasme pour apporter aux timides élèves ce petit plus qui fait la différence. *« Pourquoi avez-vous choisi ce parcours ? Qu'attendez-vous de l'université ? »*, interroge-t-elle. Karim monte sur l'estrade, après une série de jeunes filles toutes originaires de villes modestes du Sud. *« J'ai envie d'un diplôme en expression française pour accéder au marché du travail. J'attends de ce module de développer ma personnalité »*, récite le jeune homme de 19 ans. Quant à savoir s'il travaillera dans l'enseignement, dans le tourisme ou dans le cadre d'une expatriation, il est encore trop tôt. Selon un récent sondage Arab Barometer, 55 % des 18-19 ans songent à partir pour saisir des opportunités absentes du Maroc.

Le privé n'ouvre pas toutes les portes pour autant. Ahmed, étudiant en santé de troisième année, a confronté les dépliants sur les formations à la réalité. Ses parents lui ont payé l'école dont la publicité est la plus présente dans la ville : la flamboyante université privée de la santé et des sciences d'Agadir se présente comme un *« incubateur d'élites »*. Comptez 32 000 dirhams l'année (3 020 €) pour devenir infirmier, 130 000 (12 300 €) pour devenir médecin. Ahmed a opté pour le moins cher, faute de moyens. *« Avec ça, je n'ai même pas la garantie d'un emploi, et si j'y arrive, je n'aurai pas assez pour vivre : 7 000 dirhams par mois* (660 €) *dans le public, et 1 500 dirhams* (141 €) *dans le privé, qui paie encore moins, car ce sont les médecins d'État débauchés dans des cliniques qui profitent des soins et opérations facturés une fortune, pas les infirmiers. »*

Ahmed sait qu'il ne pourra pas offrir à ses enfants l'éducation dans laquelle son père professeur au collège a investi. *« J'ai trois frères qui font eux aussi des études, tout ce que nous tenions de nos grands-parents a été dilapidé. Ma génération a deux options : servir le pays en réclamant les droits que nos parents n'ont pas osé exiger, ou émigrer. »* Une alternative qui est tout sauf un projet en l'air. *« Je prends des cours intensifs d'allemand, nous sommes beaucoup à le faire. »*

« Ma génération a deux options : servir le pays en réclamant les droits que nos parents n'ont pas osé exiger, ou émigrer. »

Tant qu'il reste au Maroc, l'étudiant déploie dans les manifestations la force de ceux qui n'ont rien à perdre. Il s'est montré à visage découvert, sur la place Salam. Cela lui a valu des désagréments. *« Je marchais dans la rue avec des amis quand la police nous a embarqués au poste de 17 h 30 à 1 h 15 du matin. »* Les forces de l'ordre reconnaissent 400 arrestations, et près de 200 poursuites, après des actes de vandalisme, tandis que les associations de défense des droits humains dénoncent de nombreux abus. La Gen Z 212 se range largement derrière *« l'appel d'une génération pour l'avenir »* adopté sur Discord et diffusé le 9 septembre dernier. Une génération *« qui a grandi sous la constitution de 2011, avec les aspirations d'un Maroc nouveau »*, et qui est déterminée à *« combler le fossé profond entre les promesses des textes officiels et ce que nous vivons au quotidien »*.

Jean-Baptiste François,
envoyé spécial à Agadir (Maroc)

repères

Une mobilisation qui dépasse la jeunesse

Soixante personnalités marocaines (dont l'historien Maâti Mounjib, le journaliste Omar Radi et le militant Fouad Abdelmoumni…) ont exhorté mercredi 8 octobre le roi du Maroc à répondre à la contestation sociale portée depuis dix jours par la jeunesse en engageant des réformes « en profondeur » des systèmes publics de santé et de formation.

L'enseignement supérieur s'est joint au mouvement en débutant mercredi 7 octobre une grève de quarante-huit heures à l'appel du syndicat SNESup, qui dénonce des défaillances, ainsi qu'une réforme qui pourrait mettre fin à la gratuité de l'université publique.

Du côté du gouvernement, « le message est reçu », a assuré son porte-parole, Mustapha Baïtas, le 9 octobre. « Il travaille rapidement pour mobiliser les ressources et identifier les déficits à combler », a-t-il poursuivi. Dans un discours très attendu le 10 octobre devant le Parlement, le roi Mohammed VI a exigé de l'exécutif « une plus grande célérité ».

Des jeunes défilent à Casablanca (Maroc) pour réclamer de meilleurs services publics et de perspectives d'avenir, le 3 octobre.
Stringer/Reuters

Le réseau social Discord, incubateur des colères

Un temps considéré comme apolitiques et sans leader, les jeunes de la Gen Z 212 en quête de justice sociale se sont rapprochés de la gauche, sans pour autant sortir de l'anonymat du réseau social Discord.

C'est à partir de 22 heures, lorsque tout le monde est installé chez soi, que le compte Discord de la Gen Z 212 – plus 260 000 membres –, entre en ébullition. God Usopp, un des administrateurs qui tire son pseudonyme du manga japonais One Piece – référence omniprésente sur le réseau social –, fait une annonce fracassante : Omar Balafrej, ex-député de la Fédération de la gauche démocratique, va prendre la parole dans un instant, sous l'intitulé *« La politique avec une nouvelle voix »*.

En quelques minutes, la coqueluche des jeunes, appréciée pour son franc-parler et son engagement pour la justice sociale, sature le salon virtuel, limité à 10 000 places sur Discord. Les autres se contenteront d'une rediffusion le lendemain. À très peu de frais, le meeting peut commencer. Personne ne harangue. Les voix sont feutrées. Seuls les commentaires du chat galvanisent l'auditoire. *« Omar premier ministre ! »*, clame un partisan, amenant la question au bout de chaque clavier.

Omar Balafrej, 51 ans, sait bien qu'il n'intervient pas n'importe où, ni n'importe quand. C'est la veille du dernier jour de mobilisation dans les rues du pays pour la santé et l'éducation, avant de laisser le roi statuer au Parlement sur le sort du gouvernement d'Aziz Akhannouch, que le mouvement Gen Z 212 appelle à la démission. Faute de l'avoir limogé, ce 10 octobre, le souverain a dit attendre *« une plus grande célérité »* dans la mise en œuvre des programmes de développement, notamment dans l'éducation et la santé. Omar Balafrej, ingénieur de métier connu pour avoir tenté en vain d'unifier la gauche à travers son mouvement, Clarté Ambition Courage, reste très prudent. Sans insulter l'avenir. *« Pour le moment, à l'instant T, je ne veux pas revenir en politique, car ce que j'ai fait, je l'ai fait. J'ai tout donné, c'est à d'autres de faire le travail. »* Les volontaires ne se bousculent pas. Les administrateurs de Gen Z 212 restent calfeutrés derrière leur avatar. Ils ont appris des épisodes précédents, comme en 2017, où tous les cadres du mouvement populaire (Hirak) du Rif ont été arrêtés.

La méthode Discord de la Gen Z 212 ne fait pas consensus. Certains ne veulent pas enfermer le mouvement dans une seule génération, à l'instar du youtubeur Reda Taoujni. Il a déjà une longue carrière de lanceur d'alerte derrière lui, avec plusieurs séjours en prison, en raison de ses prises de position. Lui aussi a joué la carte des réseaux sociaux pour mobiliser à Agadir, contre l'état désastreux de l'hôpital, sans se cacher. *« Ce réseau est très pollué, il y a beaucoup de faux comptes, d'insultes et d'incivilités, des gens qui viennent de l'étranger »*, critique-t-il. Pour lui, la marque Gen Z 212 est *« un effet de mode, sans plus. Ça va disparaître, car c'est tout le peuple marocain qui est en colère »*.

« Pour le moment, à l'instant T, je ne veux pas revenir en politique. (…) J'ai tout donné, c'est à d'autres de faire le travail. »

Pourtant, le compte Discord, où *La Croix* a pu s'inviter, n'a rien à voir avec un repaire d'improvisateurs échevelés. Tout est redoutablement organisé. Les grandes décisions sont discutées au moyen d'un outil de sondage. Les administrateurs font la chasse aux insultes ou aux infiltrations de robots. Derrière l'icône haut-parleur, le salon des annonces, et notamment les appels à manifester ville par ville. En faisant défiler l'arborescence, on trouve plus bas les groupes de discussion région par région, et même pays par pays, pour toucher la diaspora française, belge, italienne, américaine… Un autre forum recueille des mesures à prendre.

Le groupe fixe aussi des lignes rouges à ne pas franchir. Dans un manifeste, la Gen Z 212 a réaffirmé son attachement profond à la monarchie, décrite comme *« essentielle à la stabilité et la continuité du Maroc »*, et demande à sa majesté Mohammed VI de remettre le pays sur les rails, avec un nouvel exécutif. D'ici un an, il faudra bien que des contestataires découvrent leur visage, s'ils veulent peser politiquement. Les prochaines législatives sont prévues fin septembre 2026. La Gen Z 212 aura besoin de candidats pour porter ses ambitions.

Jean-Baptiste François,
envoyé spécial à Agadir (Maroc)